

<https://ricochets.cc/Gaza-Liban-nouveau-genocide-au-nord-de-Gaza-casques-bleus-et-enfants-cibles-executions-carnages-rappels-historiques-7895.html>



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Date de mise en ligne : lundi 21 octobre 2024

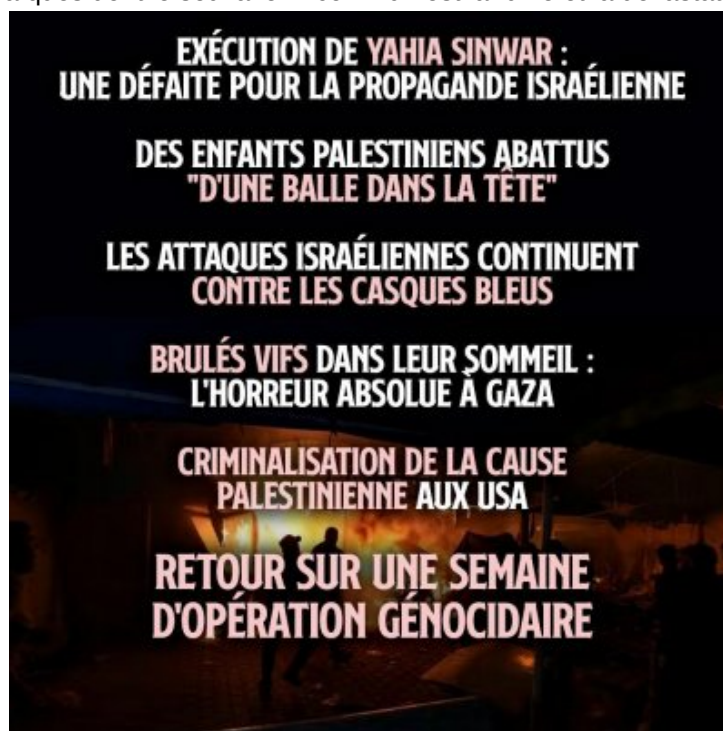


- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans cette « revue de presse » choisie : des actus, des rappels de l'histoire et du droit des peuples à se défendre contre l'oppression des colonisateurs, de nouveaux massacres scandaleux, des témoignages implacables sur des tirs ciblant des enfants palestiniens, la complicité continue des médias Cnews, BFM, I24 et autres avec les génocidaires israéliens, quelques actions de résistance en Europe et aux USA, des illuminés messianiques sur les TV françaises, des français dans des escadrons de la mort israéliens...

Partout, Etats, capitalisme et frontières entretiennent la guerre sous toutes ses formes, depuis la banale et destructrice guerre économique jusqu'au pire génocide. Il est grand temps d'en finir avec ces institutions et modèles de société criminels et archaïques dont le seul avenir commun est la ruine et la dévastation.



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Palestine : le cauchemar sans fin

Le point sur une semaine de cauchemar supplémentaire pour le peuple palestinien.

La mort de Yahya Sinwar

Le chef de la branche militaire du Hamas est mort en combattant au milieu des ruines de Gaza. Selon la version israélienne, il aurait été abattu par un sniper après avoir été gravement blessé par les tirs d'obus d'un tank, et surveillé par un drone. Il venait d'envoyer une grenade et de tirer vers des soldats israéliens. Les dernières images de Sinwar montrent le dirigeant du Hamas agonisant, avec l'avant bras arraché, le visage enroulé dans un keffieh, jetant avec ses dernières forces un projectile vers le drone qui le filmait.

Il s'agit d'une victoire militaire pour Israël qui élimine son principal ennemi, même s'il n'y a pas de gloire à battre une guérilla encerclée et affamée depuis un an quand on est l'une des armées les plus puissantes du monde avec des moyens ultra-sophistiqués. Pour autant, c'est une défaite israélienne en terme de propagande. Le récit israélien assurait que les chefs du Hamas étaient des milliardaires planqués au Qatar ou

protégés au fond de mystérieux tunnels. En fait, le chef palestinien le plus recherché a été abattu sommairement - alors qu'il aurait pu être capturé et jugé -après un an de traque, des milliers de tonnes de bombes et des dizaines de milliers de morts. Et les images montrent un vieillard seul, blessé qui jette un bâton. En terme de communication, c'est très mauvais pour Israël.

Cette mise à mort implique trois choses. D'abord Israël n'a officiellement plus de raison de poursuivre l'anéantissement de Gaza, puisque son armée a liquidé l'état major du Hamas et du Hezbollah.

Ensuite les dirigeants du Hamas comme les dirigeants d'Israël étaient mis en cause pour des crimes de guerre, après avoir éliminé Sinwar. S'il y a un procès, Netanyahu sera donc seul devant la cour pénale internationale.

Enfin, Israël vient de créer un martyr. Sinwar était un enfant du camp de réfugiés de Khan Younés. Comme la majorité des habitants de Gaza, sa famille a été volée et expropriée de force par les colons et vivait déracinée. Comme des milliers d'autres palestiniens, il avait été emprisonné dans sa jeunesse, puis avait rejoint le Hamas, exécutant un rôle de police interne très violente au mouvement, avant de planifier la plus grande opération lancée depuis Gaza contre Israël. En commettant un génocide à Gaza, en semant le désespoir et en filmant l'exécution sommaire de son ennemi, Israël vient de créer des générations entières de Sinwar.

Attaques répétées de casques bleus

Où s'arrêteront les agressions israéliennes contre les forces de l'ONU ? Les attaques continuent de se multiplier contre les casques bleus déployés dans le sud du Liban. Dimanche dernier, deux chars israéliens sont « entrés de force » dans un abris tenu par les casques bleus. Ils ont « détruit le portail principal » puis « des tirs ont provoqué une fumée » qui a déclenché « des irritations cutanées et des réactions gastro-intestinales chez 15 casques bleus qui reçoivent des soins ». Israël aurait donc utilisé des gaz de combat, interdits par les conventions internationales, contre des soldats de l'ONU !

N'importe quel autre dirigeant que Netanyahu aurait subi des sanctions immédiates pour de tels faits. Mais lui a proféré des menaces : « Leur refus de se retirer les met en danger, ainsi que nos soldats. Je m'adresse directement au Secrétaire général de l'ONU : votre refus de retirer les soldats de la FINUL les transforme en otages du Hezbollah. Nous vous avons demandé à maintes reprises d'évacuer, et vous continuez à refuser ». C'est vertigineux.

En parallèle, tout un récit créé par les propagandistes israéliens et repris par les médias français insinue que la FINUL serait « complice » du Hezbollah. Un « journaliste » du média l24 a fabriqué de fausses révélations sur de prétendus tunnels creusés avec l'approbation des casques bleus. Après avoir accusé tous les civils gazaouis d'être complices, puis tous les humanitaires, tous les journalistes, ce sont maintenant les soldats de l'ONU qui sont désignés comme des cibles à éliminer. Et après ?

L'Italie néofasciste moins conciliante que la France macroniste

L'Italie est gouvernée par l'extrême droite de Giorgia Meloni, proche idéologiquement de Marine Le Pen. Sa ligne est donc de soutenir inconditionnellement Israël et le bloc occidental.

Mais l'Italie a aussi 1200 de ses soldats qui sont déployés au sud du Liban, c'est le contingent européen le plus important de la FINUL. Depuis les attaques de l'armée israélienne contre les casques bleus, Rome souhaite que les Casques bleus puissent répondre militairement afin de se défendre.

Ce qui serait effectivement logique : **la FINUL est mandatée par l'ONU pour empêcher la violation des frontières libanaise, elle aurait du théoriquement ouvrir le feu dès que les chars israéliens ont approché. Non seulement elle ne l'a pas fait, mais ses soldats se laissent tirer dessus.** L'Italie veut leur permettre de se défendre. Une position qui n'est pas partagée par le gouvernement français, toujours aussi soumis à l'extrême droite sioniste.

Selon un sondage réalisé par l'institut de recherches YouGov, seulement 5% des Italiens soutiennent encore l'État hébreu. Il faut croire que les médias italiens sont moins pires que les nôtres.

L'horreur absolue à Gaza

L'armée israélienne a isolé Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, et organisé des massacres atroces contre les civils. Des familles entières ont été rasées du registre civil. Les avions de guerre et les drones tirent sur tout le monde pour forcer la population à quitter les lieux. L'eau, la nourriture, le carburant et les médicaments sont en pénurie.

« Il y a énormément de morts et des personnes sont encore sous les décombres, portées disparues » a déclaré à l'AFP un habitant de Jabalia. « Depuis plus d'une semaine, il n'y a plus d'espoir, plus d'eau et plus de moyens de subsistance ».

Le 14 octobre, des bombes ont été larguées sur des tentes remplies de civils à l'extérieur de l'hôpital des martyrs d'Al Aqsa à Gaza. Des palestiniens ont brûlé vif dans leur sommeil. Relisez cette phrase pour mesure à quel point les crimes israéliens sont inouïs.

Les images absolument insoutenables ont fait le tour du monde. Les propagandistes israéliens, y compris des responsables du CRIF en France, ont prétendu que les images étaient fausses, ce qui est évidemment un mensonge. La victime a d'ailleurs été identifiée : c'est un jeune homme de 19 ans, Shaaban Al-Dalou. Nos grands journaux télévisés ont passé cette information sous silence, préférant comme d'habitude donner la parole à des militaires israéliens.

Exécutions d'enfants d'une balle dans la tête

Grand quotidien de référence Étasunien, le New York Times a publié une enquête qui aurait dû faire l'effet d'une bombe. Plusieurs médecins américains qui ont soigné des blessés à Gaza ces derniers mois, interrogés par le journal, assurent que les enfants sont délibérément exécutés par des snipers israéliens.

L'un d'eux, qui a exercé comme chirurgien traumatologue à Gaza du 25 mars au 8 avril, explique : « J'avais déjà fait du bénévolat en Ukraine et en Haïti, et j'ai grandi à Flint, dans le Michigan. Presque chaque jour, je voyais un nouvel enfant, très jeune, atteint d'une balle dans la tête ou dans la poitrine, qui mourait presque systématiquement. En tout, treize enfants. Mais, après mon retour, j'ai rencontré un médecin urgentiste qui avait travaillé dans un autre hôpital de Gaza deux mois avant moi. Je lui ai confié : "Je n'arrivais pas à croire le nombre d'enfants abattus d'une balle dans la tête que j'ai vus." À ma grande surprise, il m'a répondu : "Oui, moi aussi. J'en voyais tous les jours, sans exception." »

Un autre confirme : « En une nuit, en quatre heures aux urgences, j'ai vu six enfants âgés de 5 à 12 ans, tous avec une seule blessure par balle à la tête. » Un troisième explique : « J'ai vu plusieurs enfants blessés par des balles à haute vitesse, touchés à la tête et à la poitrine. »

Tous les médias occidentaux nous ont abreuvé d'un mensonge il y a un an : les fameux "bébés israéliens décapités", qui étaient l'invention macabre d'une secte religieuse israélienne. En revanche, l'exécution d'enfants palestiniens par des balles en pleine tête, confirmée par des témoins directs, des médecins venus des USA, n'a pas eu le centième du retentissement médiatique.

Les USA continuent d'armer Israël et de réprimer la cause palestinienne

Alors que le seul moyen de stopper l'opération génocidaire est d'arrêter d'armer l'État colonial, le Pentagone a annoncé le déploiement en Israël d'une batterie de défense aérienne de haute altitude terminale (THAAD) pour « renforcer les défenses aériennes d'Israël ».

En parallèle, les États-Unis et le Canada ont annoncé qu'ils criminalisent conjointement le réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens « Samidoun » en l'inscrivant sur la liste des organisations terroristes.

Le Canada a inscrit Samidoun applique ainsi une demande de la droite et de l'extrême droite quelques jours plus tôt. Les États-Unis ont même inscrit un citoyen canadien membre de l'organisation sur une liste antiterroriste.

Selon les autorités de ces pays, Samidoun serait « terroriste » car l'organisation collecte des fonds pour le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation palestinienne de gauche. Pendant ce temps, les réseaux fascistes pro-Israël peuvent organiser des événements et levées de fonds sans aucun problème.

TÉLÉ MILLE COLLINES

Il y a un an exactement, sur toutes les grandes chaînes de télé, les éditocrates justifiaient tous les premiers bombardements meurtriers sur Gaza, et préparaient l'opinion à accepter l'opération génocidaire planifiée par le gouvernement israélien fasciste.

Un an plus tard, Gaza est anéantie, des milliers d'enfants ont été tués, les agressions se sont propagées en Liban, et plus personne ne peut nier l'ampleur des crimes de guerre qui ont été commis. Ces chaînes de télévision et ces faiseurs d'opinion en sont les complices directs.

Durant le génocide commis contre les Tutsi au Rwanda en 1994, un média a été l'instrument du crime de masse : la tristement célèbre « Radio télévision libre des Mille Collines ». Elle diffusait en permanence, avant le début du génocide, des appels à la violence et répandait des propos et des chansons racistes contre les Tutsi. Après avoir préparé les esprits, elle appelait à « tuer les cafards » durant le génocide et indiquait les endroits où les Tutsi se cachaient.

Plusieurs membres de ce média ont été jugés par le Tribunal Pénal International et condamnés en 2003 pour génocide et incitation au génocide, à des peines de 30 à 35 ans de prison. Une animatrice a été condamnée à perpétuité pour « planification de génocide » et un autre est mort en prison.

Lors du procès de Nuremberg suite au génocide des juifs par les nazis, Julius Streicher, propagandiste violemment antisémite et ancien directeur d'un grand journal nazi qui appelait sans cesse à la haine contre les juifs, a été exécuté. Par sa propagande haineuse dans la presse, les juges ont considéré qu'il avait activement participé au génocide.

Cnews, BFM, I24 et les autres plate-formes qui diffusent depuis un an des propos génocidaires seront-elles, elles aussi, jugées un jour pour leur complicité ? Rendront-elles des comptes pour leur contribution à un crime qui restera gravé dans l'histoire ?

▶ vidéo sur <https://contre-attaque.net/2024/10/14/tele-mille-collines/>

A Gaza, le massacre continue !

Comme beaucoup de gens, nous avons été très choqués par les images récentes de la cour de l'hôpital Al-Aqsa, où un bombardement israélien a causé un incendie parmi les tentes des civils qui étaient <http://xn--rfugi-bsae.es/> là. Cibler des hôpitaux, des écoles, bloquer l'approvisionnement, déplacer des populations, maltraiter des prisonniers, etc. ne constituent en aucun cas des actes de légitimes défense suite aux crimes du 7 octobre 2023. Au contraire, ce sont des actes criminels que l'armée israélienne commet en toute impunité aux yeux du monde du entier. Cela doit cesser et la France doit faire pression pour cela !

Dans ce contexte, nous apprenons la visite en France du ministre d'extrême droite israélien Belazel Smotrich le 13 novembre, invité par l'organisation Israël is Forever. ****Cette visite doit être empêchée. ****La place de ce sinistre personnage n'est pas à parader dans des galas parisiens, mais d'être traduit devant un tribunal international pour y répondre de sa propagande suprémaciste et de son action au sein du gouvernement criminel de Netanyahu.

(post de Juives et juifs révolutionnaires)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Le monde regarde Israël piétiner le Liban et l'ONU

Au Liban, Israël tire sur des soldats de l'ONU, plante son drapeau, détruit des lieux de culte... et toujours aucune sanction internationale

On a beaucoup entendu que le président russe Poutine « testait la réaction des pays occidentaux » en attaquant l'Ukraine, et que cela justifiait des sanctions drastiques contre l'économie russe ainsi que l'armement massif de

l'Ukraine. On n'entend jamais, en revanche, dire que le Premier Ministre israélien « teste » la communauté internationale en multipliant les crimes de guerre et les provocations de plus en plus graves, et qu'il faudrait donc des sanctions internationales lourdes contre Israël.

En effet, après avoir anéanti la bande de Gaza, volé des milliers d'hectares de terre en Cisjordanie, organisé une vague d'attentats puis une invasion armée au Liban et avoir bombardé quasiment tous ses pays voisins, c'est désormais l'ONU qui est directement visée. Netanyahu teste jusqu'où il peut aller. Il n'a pas encore trouvé la limite.

Tirs contre l'ONU

L'ONU a déployé 10.000 casques bleus à la frontière entre le Liban et Israël depuis 2006 pour « maintenir la paix » et appliquer les résolutions internationales. Cette "Force intérimaire des Nations unies au Liban" - FINUL - chargée de s'interposer en cas de conflit et de protéger les frontières du pays a carrément été visée par des frappes israéliennes.

Ce vendredi, deux casques bleus ont été blessés près de la frontière avec Israël. La veille, le 10 octobre, deux casques bleus ont déjà été touchés par des tirs israéliens délibérés sur le quartier général de la FINUL. Un bulldozer de l'armée israélienne a même fait tomber l'enceinte d'une position de la FINUL, qui n'a pas riposté.

Cette force compte 700 soldats français. Plutôt que d'assurer sa mission, à savoir « maintenir la paix » en protégeant le Liban, la FINUL avait d'abord décidé d'arrêter de patrouiller au début de l'attaque israélienne. C'est une force d'interposition qui ne s'interpose pas et qui, maintenant, essuie carrément des attaques.

Attaquer la FINUL est un crime de guerre, une violation du droit international et un défi assumé à la communauté internationale. À quand remonte un tel précédent ? Sans doute aux années 1990, durant la guerre en ex-Yougoslavie, quand des génocidaires serbes avaient tiré et capturé des casques bleus. Les responsables ont depuis été traduits devant la Cour Pénale Internationale.

Ces tirs contre des casques bleus de l'ONU s'inscrivent dans une longue série d'attaques contre les Nations Unies et son secrétaire, qui a notamment été accusé d'antisémitisme pour avoir appelé à un cessez-le-feu. Le 2 octobre, le ministre des Affaires étrangères israélien a même déclaré que le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, était interdit d'entrer en Israël, où il avait prévu de se rendre. Le ministre israélien a estimé : « Nous avons affaire à un secrétaire général anti-israélien qui soutient les terroristes, les violeurs et les assassins ». Encore une fois, c'est une provocation folle, qui en dit long sur le rapport au droit international du « monde libre ».

L'ONU, institution créée après la seconde guerre mondiale pour "maintenir la paix" dans le monde, fait une nouvelle fois preuve d'une faiblesse sidérante. Les Casques bleus auraient dû être positionnés depuis un an autour de Gaza pour prévenir le génocide en cours, et avoir l'autorisation de riposter aux crimes israéliens. C'était la seule solution pour sauver des centaines de milliers de vies. Cela n'a pas été fait. À présent, même la force de l'ONU déjà déployée au Liban se laisse agresser sans répondre.

Drapeau colonial

Les provocations ne s'arrêtent pas là. Deux décennies après la dernière guerre menée par Israël sur le sol du Liban, des soldats se sont filmés et photographiés en train de planter le drapeau israélien sur les ruines du village libanais de Maroun El Ras. Un acte très fort et symbolique : l'appropriation d'un village frontalier qui venait d'être partiellement détruit.

On se souvient que les soldats israéliens avaient déjà planté leur drapeau sur les ruines fumantes de Gaza, notamment les hôpitaux. Un geste colonial par excellence.

Chrétiens d'Orient victimes des frappes

Yaroun était un village libanais peuplé de musulmans et de catholiques à la frontière libanaise. Il a été rayé de la carte par Israël. 400 ans d'histoire et de cohabitation inter-religieuse réduits en miettes. Les soldats ont fait sauter la mosquée du village, vieille de 300 ans, ainsi que l'église catholique locale.

À Derdghaiya, village près de la ville de Tyr, l'église a également été soufflée par un bombardement israélien et s'est effondrée sur les personnes qui s'y étaient réfugiées. 8 personnes sont mortes. La droite et l'extrême droite françaises, qui prétendent « défendre les chrétiens d'Orient » sont des escrocs.

Non seulement ces gens se moquent de la vie des musulmans, mais ils sont tellement pro-israéliens que même les attaques contre la communauté chrétienne d'Orient les indiffèrent. Leur soutien au colonialisme et leur haine des arabes sont supérieurs à leur foi.

(source : <https://contre-attaque.net/2024/10/11/le-monde-regarde-israel-pietiner-le-liban-et-lonu/>)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

ISRAËL/PALESTINE : LA COLONISATION N'A PAS COMMENCÉ LE 7 OCTOBRE 2023

Ce 7 octobre 2024, il y a toujours quelque chose de profondément dérangeant dans le traitement médiatique ambiant.

Il y a un an exactement, des commandos palestiniens lançaient une attaque depuis Gaza, qui tuait 1.200 israéliens, dont 400 forces armées, et un nombre inconnu de victimes civiles "collatérales", frappées par l'armée israélienne elle-même. Moins de 2 jours plus tard, la vengeance d'Israël avait déjà tué plus de de civils palestiniens à Gaza que l'attaque initiale. Depuis, c'est un génocide colonial messianique aux proportions cauchemardesques qui se déroule.

Ce qui dérange dans le traitement médiatique aujourd'hui, c'est que tout est présenté comme si le conflit avait démarré il y a un an. Comme si le 7 octobre était LA date, unique, pour comprendre la situation. Comme si Israël avait été attaqué en premier, et ne faisait que riposter. C'est une intoxication majeure qui dissimule la réalité d'une guerre coloniale qui dure depuis des décennies.

Tout a commencé en 1948 à minuit, lorsque l'État d'Israël a été proclamé à Tel Aviv. Immédiatement, un nettoyage ethnique est lancé contre le peuple palestinien sur le territoire par des groupes paramilitaires sionistes : 700.000 palestiniens et palestiniennes sont alors chassées de leurs terres et ne pourront jamais revenir. Les forces armées israéliennes commettent des meurtres, des viols, détruisent des maisons et brûlent des dizaines de villages.

Depuis, chaque flambée de violence fait infiniment plus de victimes du côté palestinien que du côté israélien.

Sur ce graphique réalisé en 2021 par le journal The Economist, on distingue bien les différentes phases de violences entre 1987, année de la création du Hamas, et 2021, deux ans avant le fameux 7 octobre. Construction de murs, tirs contre des enfants jetant des cailloux lors des intifadas, vols de terre, bombardements sur Gaza : **l'asymétrie entre la violence coloniale et celle des colonisés est évidente. Et le nombre de victimes est sans communes mesure, de l'ordre de 1 à 100 côté palestinien. Et ce graphique ne montre pas les guerres lancées au Liban ni les opérations militaires antérieures à 1987, ni l'emprisonnement de masse qui touche les**

palestiniens dès l'enfance.

En 2015, le Comité international de la Croix Rouge (CICR) évaluait à 850.000 le nombre de palestiniens ayant été plus ou moins longtemps détenus par les forces israéliennes depuis 1967. Ce chiffre représente presque un quart de la population de la Palestine occupée. Israël n'a jamais cessé de vouloir enfermer le peuple colonisé, entre des murs ou derrière des barreaux, de façon administrative et sans moyens de défense.

Pourquoi les palestiniens n'ont pas protesté pacifiquement, demanderont les naïfs ? C'est arrivé de nombreuses fois. La dernière en 2018 : 40.000 personnes avaient marché en direction du mur à Gaza, pour dénoncer cet étau qui enserrait le petit territoire. L'armée israélienne avait ouvert le feu sur la marche pacifique, tué 200 manifestants désarmés et blessé des milliers d'autres. Cela avait été un grand traumatisme : même avec les moyens légaux, pacifiques, dans le cadre de marches familiales, l'Etat colonial n'a eu aucun scrupule à commettre un massacre.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite messianique en Israël, les crimes contre les palestiniens ont pris une ampleur encore plus terrible. Avant même le 7 octobre, l'année 2023 avait été la plus meurtrière depuis des décennies pour les palestiniens. Les violences de colons armés et les vols de terre avaient explosé.

Le peuple palestinien subit depuis 70 ans un nettoyage ethnique, une incarcération de masse un vol progressif de toutes ses terres. Toutes les tentatives de médiation, de protestation non-violentes et de solutions politiques ont été piétinées par Israël. Le 7 octobre n'arrive qu'après tout cela.

Si l'on considère, comme le font les médias occidentaux, que tout a commencé le 7 octobre, alors les bombardements de Gaza peuvent être présentés comme une simple réponse « acceptable ».

Si l'on comprend qu'en réalité, le 7 octobre 2023 en tant que tel n'est qu'un épisode, certes tragique, mais relativement peu meurtrier en comparaison de toutes les victimes précédentes, dans le cadre d'une guerre coloniale initiée en 1948 par Israël, tout est très différent. Et cela, aucun média national ne vous le dira.

► Retrouvez notre dossier complet et détaillé sur l'histoire du conflit :
<https://contre-attaque.net/2021/01/11/israel-palestine-dossier/>

(posts de Contre Attaque)

Les Palestinien·nes ont le droit de résister

► [Les Palestinien·nes ont le droit de résister](#)

Depuis un an, le monde assiste à ce qui est sans doute le génocide le plus documenté de l'histoire de l'humanité. Dans la bande de Gaza, l'État colonial israélien a assassiné près de 42 000 Palestiniens, dont 16 756 enfants à la mi-septembre, et en a blessé et amputé environ 100 000, cela sans compter les milliers de Palestinien·nes présumé·es mort·es sous les décombres, ainsi que les « morts indirectes » dues aux maladies non soignées, à la famine et aux épidémies apparues en raison de la situation sanitaire. En calculant les « morts indirectes », la revue médicale britannique The Lancet estime à 186 000 le nombre des victimes palestiniennes au mois de juillet 2024, qui pourrait atteindre 335 000 à la fin de l'année.

En outre, 1,9 million de Palestinien·nes ont été déplacé·es dans le territoire de la bande de Gaza, soit 9 personnes

sur 10. Selon les instances internationales, la situation humanitaire à Gaza est catastrophique. L'urbicide de ce territoire occupé de 365 km² prend une dimension inédite. Gaza, ses habitants, ses infrastructures, sa vie culturelle, son économie, absolument tout est pris pour cible par la machine d'anéantissement israélienne.

Cette furie qui plonge Gaza dans l'horreur ne relève pas (uniquement) de la brutalité d'un homme - Benjamin Netanyahu - ni du caractère fasciste de l'actuel gouvernement israélien. Cette guerre est intrinsèquement liée à la nature coloniale de l'État israélien qui depuis sa création n'a cessé de déployer une violence à tendance génocidaire en Palestine, mais également au Liban et dans les pays voisins. Dès les années 1930, les milices sionistes ont chassé les Palestinien·nes de chez elles et eux, volé leurs propriétés, leurs vergers, etc., et étouffé violemment leurs résistances contre les usurpations et les persécutions. En 1948, elles ont vidé la Palestine des trois quarts de ses habitants autochtones, dépossédé les Palestinien·nes de leurs biens et détruit plus de cinq cents villages.

Si les voix palestiniennes ont dès la fin du 19^e siècle fait entendre leur opposition ferme au projet sioniste de colonisation de la Palestine, c'est à partir du milieu des années 1930, à mesure que s'accroît le grignotage de leur pays, que les Palestinien·nes s'engagent dans une résistance organisée, y compris par la voie de la lutte armée, contre l'occupation britannique et contre le projet sioniste, pour défendre leur droit le plus légitime à vivre sur leurs terres et à y édifier un État indépendant dans les frontières de la Palestine mandataire, de la mer au Jourdain.

Depuis au moins les années 1930 donc à nos jours, les Palestinien·nes résistent de toutes les manières qui soient pour défendre leurs droits inaliénables à leur autodétermination et à leur souveraineté nationale. Cette lutte séculaire a connu des flux et des reflux, mais ce qui est sûr c'est qu'elle a survécu à toutes les tentatives de son étouffement.

Cela étant posé, il ne fait pas de doute que l'agenda politique de Netanyahu entre en considération dans le prolongement et l'intensification de la guerre depuis près d'un an. Mais cet agenda recoupe les visées de l'État israélien : coloniser la Palestine, expulser ses habitants (par le nettoyage ethnique notamment) et détruire tout mouvement de résistance palestinien et régional qui menace ces fins. Cela avec le soutien constant de l'Occident libéral, impérialiste et raciste.

Si depuis un an, les spectaculaires mobilisations dans le monde pour la Palestine ont remis l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme au centre des débats, il faut ici rappeler que la lutte du peuple palestinien n'est pas une lutte pour l'aide humanitaire. Elle est fondamentalement une lutte pour la décolonisation et la libération nationale. Elle est dès lors une lutte qui exige la solidarité avec la résistance palestinienne. Une solidarité qui bien sûr ne signifie pas de considérer justifiables les crimes de guerres commis dans le cadre de cette lutte.

De la même manière que la Résistance française menait une lutte légitime contre l'occupant nazi pour la libération de la France, de la même manière que le FLN conduisait un combat juste contre le colonialisme français pour la libération de l'Algérie, la résistance palestinienne mène une lutte juste et légitime contre l'État israélien pour la libération de la Palestine. Seule une telle lecture de la guerre coloniale en cours en Palestine, qui implique le soutien à la résistance palestinienne, respecte et l'humanité et la dignité des Palestinien·nes.

Dans cet article, Craig Mokhiber s'attache à démontrer en quoi la fable de l'autodéfense d'Israël répétée en boucle dans les médias occidentaux n'a aucune espèce de légalité du point de vue du droit international. Mais surtout, et toujours au regard du droit international, il rappelle que la résistance armée palestinienne est... légale.

(...)

► suite : <https://www.contretemps.eu/palestiniens-droit-de-resister/>



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Netanyahou menace le Liban d'un génocide

Il n'y a aucune limite pour Israël, puisque l'occident continue de soutenir inconditionnellement cet État colonial, raciste et génocidaire.

Ce mardi 8 octobre, Benjamin Netanyahou a diffusé une vidéo hallucinante où il menace explicitement de détruire le Liban de la même manière qu'il a rasé Gaza. Un an jour pour jour après le début du génocide commis dans l'enclave palestinienne, le pouvoir israélien menace désormais d'anéantissement un pays souverain, situé au nord de sa frontière, comptant 5,5 millions d'habitants.

Dans sa vidéo, le dirigeant donne l'ordre aux libanais : « Libérez votre pays du Hezbollah » avant de leur promettre « des destructions et des souffrances comme celles que nous voyons à Gaza ». Netanyahou fait ici un aveu : c'est bien un sort de souffrance et de destructions qu'il a réservé aux palestiniens, et qu'il veut étendre au delà. Appelons les choses par leur nom : puisque la justice internationale, des juristes et de nombreux pays qualifient la situation à Gaza de "génocide", Netanyahou promet un génocide au Liban.

Le dirigeant recycle la même rhétorique perverse que contre les habitants de Gaza : un chantage exigeant qu'une population se désolidarise de mouvements armés, sous peine d'être exterminée.

Quel sera le prétexte cette fois ci ? Le Liban et le Hezbollah sont étrangers à l'offensive lancée le 7 octobre 2023. Le Hezbollah a même fait preuve d'une grande réserve depuis un an, démontrant qu'il ne voulait pas entrer en conflit direct avec Israël, malgré les provocations et attaques répétées de l'État colonial.

Depuis un an, Israël a envoyé beaucoup plus de bombes sur le Liban que le Hezbollah n'a tiré de roquettes sur des zones inhabitées d'Israël. Et le Liban n'a plus de véritable armée depuis des années. La dissymétrie était déjà totale. Ce qui n'a pas empêché le mouvement libanais, et par extension la population du Liban, d'être frappés par une

vague d'attentats des services secrets israéliens, puis par des bombardements massifs.

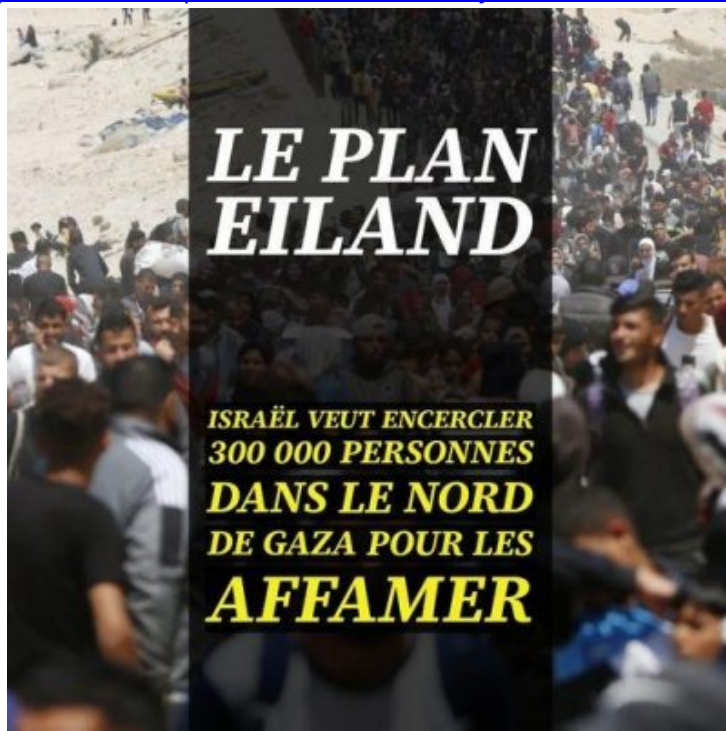
Des attaques qui ont déjà décapité et quasiment anéanti le Hezbollah et tué des milliers de civils, alors même que le mouvement armé n'avait pas riposté. Netanyahu le reconnaît lui-même : « Nous avons éliminé Nasrallah », le chef du Hezbollah, « et le remplaçant de Nasrallah et le remplaçant de son remplaçant ».

Il n'a plus besoin de prétexte pour poursuivre ses massacres. Il a déjà organisé le vol de milliers d'hectares de terres et la mort de 700 palestiniens en Cisjordanie depuis un an, alors que la Cisjordanie n'a rien à voir non plus avec le 7 octobre. Il n'a pas besoin de prétexte parce qu'il est soutenu et armé par les dirigeants des grandes puissances impérialistes.

Il n'y a aucun enjeu militaire à envahir et détruire le Liban ni à massacrer ses habitants. Aucun, à part une soif de sang inextinguible au nom d'un délire religieux et suprémaciste, et la nécessité de poursuivre la guerre pour se maintenir au pouvoir.

Un dirigeant fasciste sème la mort et le chaos, déstabilise le monde entier, et personne ne veut l'arrêter.

► Sur Contre Attaque : <https://contre-attaque.net/2024/10/09/netanyahou-menace-le-liban-dun-genocide/>



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

LE PLAN EILAND D'ISRAËL.

Ou comment encercler 300 000 personnes dans le nord de Gaza pour les affamer. Littéralement.

Depuis quelques mois, des Israéliens parmi lesquels des universitaires, des militaires et des ministres du gouvernement ont appelé à procéder à une extermination massive dans le nord de la bande de Gaza, par le biais d'un plan machiavélique.

Ils décrivent ainsi le « plan Eiland », dit « plan du général » car initié par le général de division à la retraite Giora

Eiland :

Il s'agit d'ordonner à tous les habitants du nord de Gaza de partir dans un délai d'une semaine, avant d'imposer un siège total à la zone, y compris la fermeture de toutes les sources d'approvisionnement en eau, en nourriture et en carburant, jusqu'à ce que ceux qui restent se rendent ou meurent de faim.

Cet ordre d'évacuation n'en est pas vraiment un, car quand les gazaouis tentent de se déplacer et de quitter les zones désignées, ils se font tirer dessus par des quadcopters (petits drones mobiles, utilisés à des fins de reconnaissance, mais également armés de fusils d'assaut automatiques contrôlés à distance, ou des snipers)

C'est plutôt une « kill zone », le but étant de rassembler le plus de monde au nord de la bande de Gaza, afin de les assiéger et les exterminer.

Car l'objectif principal, c'est de conquérir des terres et de les coloniser. Et la vie (ou la mort) des palestinien"nes n'est qu'un paramètre annexe pour le gouvernement israélien. La fin justifie les moyens.

Un massacre de masse annoncé, planifié et qui a déjà débuté

Il y a quelques jours, l'opération « Order and Clean-up » (ordre et nettoyage) a donc commencé au nord de Gaza, afin de préparer et rendre possible la mise en oeuvre du plan « Eiland » :

L'armée israélienne a ordonné une évacuation « temporaire » de tous les Palestiniens résidant au Nord du « Netzarim Corridor », soit une dizaine de kilomètres incluant Gaza City et environ 300 000 habitants. Et ce par le biais de tracts ordonnant à la population de se rendre au sud de la bande.

Ce mardi, un ordre d'évacuation de l'hôpital Kamal, le seul hôpital opérationnel de Gaza Nord, a été transmis au directeur et au staff médical. Suivi par d'autres ordres d'évacuation semblables.

Cependant, la peur de ne jamais pouvoir revenir chez soi, et le fait que les Gazaouis ne soient pas en sécurité dans le sud sont des raisons suffisantes pour ne pas quitter son foyer.

Si Netanyahu et le ministre de la Défense Yoav Gallant restent relativement discrets sur la nature de cette opération, les dirigeants politiques, ainsi que des gradés issus de l'extrême-droite religieuse et kahaniste affichent ouvertement leur soutien au plan.

Uzi Rabi, chercheur à l'université de Tel-Aviv, avait notamment déclaré lors d'une interview à la radio le 15 septembre :

« Retirez toute la population civile du nord, et quiconque y restera sera légalement condamné comme terroriste et soumis à un processus de famine ou d'extermination ».

Soutien à tous les palestiniens et palestiniennes touché-es par ce massacre de masse annoncé, planifié et qui a déjà débuté..

(post de CND)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

DIVERS

- [Combattre l'armement du génocide est une lutte féministe mondiale](#) - Refuser la guerre c'est s'opposer à son économie : quelques pistes sur un mouvement mondial actuel féministe, syndicaliste et indigène. Un élan intersectionnel car s'opposer à l'armement, c'est imposer la paix !
- [Israël et la cyber-guerre - Sur les traces de l'unité 8200](#) - La généralisation des moyens de surveillance numériques et plus largement électroniques, comme en témoigne la dernière sortie du Préfet de Paris sur la surveillance algorithmique, nous encourage à nous approprier nos propres moyens d'investigation, pour surveiller nos surveillants.
C'est pourquoi cette semaine nous partageons avec vous un tuto de vulgarisation sur l'investigation spatiale en ligne, avec une petite étude de nos cas chez nos amis israéliens.
- LES ETUDIANTS DE SCIENCES PO BLOQUENT LEURS ETABLISSEMENTS EN SOUTIEN A LA PALESTINE - En réponse au ministre de l'enseignement supérieur qui a interdit toute manifestation de soutien à la Palestine au sein de l'université, les étudiants ont bloqué ce 9 octobre les Sciences Po de Rennes, Lyon, Paris, Lille après déjà Toulouse mardi ainsi que les universités de Toulouse et Strasbourg, malgré le déchaînement des violences policières
- BD : [De colons à indigènes](#) - Le sionisme, qu'il soit de tendance messianique ou libérale, a toujours reposé sur l'affirmation que les Juif·ves sont les véritables souverain·es de la Terre d'Israël, « de retour » chez elles et eux après un exil de 2000 ans. Cette idée a été, et est utilisée, afin de justifier l'instauration d'un régime suprémaciste juif en Palestine. Aujourd'hui, l'idée que les Juif·ves sont les descendant·es des Judéen·nes est toujours largement répandue dans la société israélienne. On l'entend en France aussi, à droite et à l'extrême-droite de l'échiquier politique, lorsqu'il est question de nier le fait colonial israélien. Simon Moos affirme ainsi sur I24 News que les Juif·ves sont des Judéen·nes, et Meyer Habib, sur X, « qu'un juif ne sera jamais un colon ni en Judée, ni en Samarie, ni à Jérusalem ».
- [Un an de génocide, un an de protestations](#) - Dans cet article, la juriste et universitaire palestinienne Noura Erakat revient sur les différentes séquences qui ont jalonné l'offensive génocidaire de l'État colonial israélien contre les Palestinien·nes de Gaza depuis un an, ainsi que sur les mobilisations multiformes qui ont sillonné le monde et les initiatives juridiques visant à mettre fin au génocide et à sanctionner Israël.
- [Pourquoi le conflit en Palestine est si central ?](#) - Cela revient beaucoup chez les pro-israéliens, que ce soit

dans les médias ou sur les réseaux sociaux : critiquer les massacres que commet Israël depuis maintenant un an à Gaza, et plus récemment au Liban, relèverait de "l'obsession" et poserait une question : pourquoi s'intéresser autant aux crimes de guerres d'Israël et ne rien dire des autres conflits ? Cela aurait un sous-texte inavouable, ce serait parce que, cette fois, les coupables seraient juifs.

Bien sûr l'argument est infiniment réversible - ceux qui disent cela viennent s'en prendre aux pro-palestiniens mais ne font rien de plus s'agissant d'autres guerres, de nombreux militantes et militants parlent en réalité d'autres conflits (comme en Nouvelle-Calédonie, comme des kurdes etc) - mais tentons de prendre la question au sérieux et d'y répondre : pourquoi le bellicisme israélien est aussi central en France alors que de nombreux tyrans massacrent aussi des civils ailleurs ? Loin de se baser sur des postulats antisémites (conscients ou non), il y a en réalité de nombreuses raisons objectivables.

- [À Gaza, en Cisjordanie et au Liban, Israël traque les journalistes](#) (...) Le cas de Moath Amarnah est loin d'être isolé. Le 9 octobre 2024, le Comité de protection des journalistes (CPJ) a recensé un total de 69 arrestations de journalistes en Cisjordanie, à Gaza et dans la ville de Jérusalem depuis le début de la guerre, dont 43 sont toujours en détention. Interrogé par l'ONG new-yorkaise de défense de la liberté de la presse, l'armée israélienne a déclaré qu'elle « n'arrête pas les journalistes simplement parce qu'ils sont journalistes » et qu'elle détient « des individus soupçonnés d'être impliqués dans des activités terroristes ».
« Les autorités israéliennes avaient déjà l'habitude de nous arrêter arbitrairement, de nous tirer dessus ou d'effectuer des descentes dans nos bureaux. Mais depuis le 7-October, l'armée agit avec plus de brutalité », témoigne Shuruq As'ad, secrétaire générale du syndicat des journalistes palestiniens. Elle raconte la difficulté sur le terrain pour elle et ses collègues de se déplacer, du fait des plus de cinq cents checkpoints militaires et des grillages métalliques installés pour séparer les colonies des villages. Et lorsqu'ils parviennent à franchir ces obstacles après plusieurs heures d'attente et d'interrogatoires, ils sont régulièrement ciblés par les colons sur les lieux de reportages.
« Lorsque les colons aperçoivent nos gilets "Press", ils deviennent très agressifs. Ils nous tapent avec des bâtons, nous menacent de mort si nous remettons les pieds ici et démolissent nos caméras et avec elles les images que nous venons d'enregistrer, rapporte la journaliste. Et les soldats viennent toujours en défense des colons en nous balançant du gaz lacrymogène et en tirant à nos pieds. Parfois, j'ai peur de montrer ma carte de presse ou de porter ma veste. »
« Il est très inquiétant de voir les soldats israéliens en Cisjordanie reproduire le même mépris pour la sécurité des journalistes qu'à Gaza, en violation flagrante du droit international, ont dénoncé des experts de l'ONU. Les médias étrangers continuent de se voir refuser l'accès à Gaza, et maintenant leur sécurité en Cisjordanie est également sérieusement menacée, ce qui entrave gravement leur travail journalistique. »
Au Liban, l'impunité d'Israël fait craindre le pire
Au Liban voisin, l'escalade récente fait craindre aux journalistes du pays de subir le même sort que leurs confrères et consœurs palestiniens. D'autant que trois journalistes libanais ont été tués dans le sud du pays dès le début du conflit, il y a un an. Alors que leur statut de journaliste ne pouvait être méconnu de l'armée israélienne.
- [Israël tue au Liban et en Palestine, Thalès complice !](#) - Au petit matin du mardi 1er octobre, un groupe de personnes se sont rassemblées devant le site de Thalès à Toulouse. Avec une banderole "Stop arming Israel", les activistes ont distribué des tracts aux voitures. Ils et elles ont scandé des slogans pour dénoncer la complicité criminelle de l'entreprise d'aéronautique avec le génocide en cours à Gaza.
Récemment, le média indépendant Disclosed nous apprend que plusieurs matériels de Thalès destinés à Israël sont actuellement bloqués par la douane et ne peuvent pas être livrés. Sans aucun doute, cette suspension discrète de livraison à destination d'un État génocidaire est un résultat encourageant de la mobilisation croissante contre l'armement d'Israël qu'il s'agit maintenant de pérenniser et de renforcer.
- [Une bibliographie non-exhaustive pour \(re\)penser la Palestine](#) - Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre de l'année dernière, la question de la résistance palestinienne à la colonisation israélienne se pose à nouveaux frais. De quels moyens peut user une lutte de libération, et selon quel idéal ? C'est aussi l'histoire du sionisme que l'on reconsidère, idéologie qui s'est vécue comme émancipatrice, historiquement imposée par la force, avec le soutien des puissances occidentales, comme seule réponse possible à la demande d'une vie digne formulée par les juifs d'Europe. A la question de savoir ce qui caractérise une lutte de libération fait écho celle qui interroge ce qu'est une idéologie émancipatrice.

A l'école de philosophie nous avons élaboré à plusieurs mains, sans prétention à l'exhaustivité, cette bibliographie d'articles et de quelques films et ouvrages, de ceux qui nous ont semblé particulièrement pertinents dans leur façon de se rapporter à la situation. Nous permettant de prendre et de défendre des positions, et de forger nos armes, nous y avons trouvé des ressources pour participer à la bataille culturelle.

- **Du mépris colonial au génocide. De l'Algérie à la Palestine** - « Depuis 2019, l'Algérie a connu plusieurs changements politiques, via des élections qui, si elles n'ont pas mobilisé beaucoup d'électeurs, se sont néanmoins déroulées de manière transparente - grâce au travail de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). L'armée n'a pas été utilisée pour réprimer la population algérienne, ni d'autres populations d'ailleurs. Les seuls militaires morts dans leur mission l'ont été en sauvant des citoyens lors des incendies survenues au mois d'août 2021 en Kabylie. Sur la même période (2019-2021) : la France, septième puissance militaire du monde, en opération dans plusieurs pays - dont le rapport Duclert (2021) a mis en avant le rôle d'appui dans le génocide au Rwanda -, soutenait militairement encore le dictateur tchadien Idriss Déby (mort le 20 avril 2021). En métropole et dans les territoires ultra-marins, le mouvement social des Gilets jaunes faisait l'objet d'une des répressions les plus féroces depuis 1962. Au Maroc, une bonne partie de l'armée demeurait employée à occuper illégalement le Sahara occidental, et à y réprimer les populations locales. Israël, quant à elle, utilisait encore son armée pour maintenir son occupation coloniale, mettre au pas les Palestiniens et bombarder Gaza de manière répétée.

Curieusement, dans les médias mainstream français et francophone (et au-delà), l'Algérie est toujours dépeinte comme une dictature ou un régime militaire. Il y est à peine permis de s'inquiéter de la dérive autoritaire de la France. Le Maroc est encore présenté, en particulier dans Le Monde, comme un ami de la France « à l'inquiétante régression autoritaire » - pas encore un régime autoritaire donc. Et Israël est, bien entendu, toujours « la seule démocratie du Proche-Orient ».

À méditer... »

(...) « Dès lors que le colonisé choisit la contre-violence, les représailles policières appellent mécaniquement les représailles des forces nationales. Il n'y a pas cependant équivalence des résultats, car les mitraillages par avion ou les canonnades de la flotte dépassent en horreur et en importance les réponses du colonisé. Ce va-et-vient de la terreur démystifie définitivement les plus aliénés des colonisés. Ils constatent en effet sur le terrain que tous les discours sur l'égalité de la personne humaine entassés les uns sur les autres ne masquent pas cette banalité qui veut que les sept Français tués ou blessés au col de Sakamody soulèvent l'indignation des consciences civilisées tandis que « comptent pour du beurre » la mise à sac des douars Guergour, de la dechra Djerah, le massacre des populations qui avait précisément motivé l'embuscade. »

- **La sécurité c'est la guerre** - La sécurité est l'inverse de la paix. La sécurité c'est la guerre. Rien de plus guerrier que la doctrine sécuritaire. Netanyahu qui connaît l'importance du vocabulaire se garde bien de dire qu'il veut la paix. Quand on ne veut pas d'une idée, on commence par retirer de son vocabulaire le mot qui la désigne. En Israël le mot « paix » est en prison, avec Marwan Barghouti.
- **Dans le nord de Gaza, les habitants du camp de Jabaliya pris dans un piège mortel** - L'armée israélienne multiplie les frappes sur cette ville déjà largement dévastée et dont les habitants sont aussi victimes des restrictions à l'arrivée de l'aide humanitaire orchestrées par l'Etat hébreu. Washington demande une augmentation des volumes d'aide entrant dans l'enclave.
- La salle de concert du Café de la Danse a clairement fait pression sur un artiste programmé car sa première partie était palestinienne. Ils ont notamment menacé d'intervenir et d'arrêter le concert en cas de référence à la Palestine sur scène... (CND)
- **Hier soir, la police a nassé et verbalisé des manifestants qui venaient dénoncer devant l'ambassade US à Paris que les Etats Unis arment le bras de l'extrême-droite israélienne qui massacre en Palestine et au Liban**

Macron qui demande qu'on ne livre plus d'armes à Israël (mais qui continue à livrer des pièces pour armement) ne veut toutefois pas que ce soit dit trop fort

<https://www.facebook.com/61567225131631/videos/1255613205481465>

À Berlin aussi, révolte pour la Palestine

Le week-end dernier, une manifestation émeutière a agité la capitale italienne, où avait lieu une protestation contre les bombardements d'Israël sur le Liban et la Palestine. Plus étonnant, la révolte anti-colonialiste a aussi grondé à Berlin. Pourtant, l'Allemagne est probablement le pays le plus pro-israélien au monde.

Après avoir commis un génocide contre le peuple juif, pour expier ses crimes, l'Allemagne a adopté une ligne de solidarité aveugle et inconditionnelle à l'État d'Israël. Le pays soutient et arme donc le génocide des palestiniens. Il faut reconnaître à l'Allemagne une constance remarquable à être du mauvais côté de l'histoire.

Depuis un an, la répression contre les expressions pro-palestiniennes a pris des proportions délirantes dans le pays, à tel point qu'une grande conférence organisée par des juifs anti-colonialistes avait été attaquée par la police en avril dernier, que le port de drapeaux palestiniens a été criminalisé, que des organisations ont été dissoutes, des étudiant-es réprimé-es... Et que même à l'extrême gauche, le soutien à Israël reste majoritaire.

Pourtant, dimanche 6 octobre, des milliers de personnes ont manifesté à Berlin pour soutenir Gaza et le Liban. La police allemande, très présente, n'a pas supporté les slogans « boycott Israël » ou « intifada » criés dans la manifestation, et a lancé des charges et des lacrymogènes contre le cortège. De nombreuses personnes ont été arrêtées, notamment un homme en fauteuil roulant.

Suite à cela, de sérieux affrontements ont eu lieu jusqu'à la nuit. Au même moment, la porte de Brandebourg était illuminée aux couleurs d'Israël, et un rassemblement pro-israélien avait lieu. En toute quiétude celui-là.

► avec la vidéo sur <https://contre-attaque.net/2024/10/10/a-berlin-aussi-revolte-pour-la-palestine/>

Le dessinateur Plantu : baromètre de la droitisation des médias

Le dessinateur Plantu est le caricaturiste le plus connu de France. Âgé de 73 ans, il a dessiné pour le quotidien Le Monde depuis les années 1970. Plantu, ce sont des milliers de caricatures mignonnes qui ont bercé des générations. Plutôt de centre-gauche dans les années 1980, gentiment antiracistes dans les années 1990, contre « les extrêmes » et « pour la paix » dans les années 2000... les dessins de l'artiste sont désormais principalement dirigés pour démolir la gauche.

À la retraite depuis deux ans, mais toujours très suivi sur les réseaux sociaux, Plantu incarne parfaitement la manière dont les grands médias français et les boomers qui y occupent les postes importants se sont brutalement droitisés.

Le 7 octobre 2024, Plantu publie un dessin douteux : on y voit des enfants juifs, portant l'étoile de David, encerclés de barbelés évoquant un camp nazi. Et ces barbelés figurent les lettres « Hamas ». C'est un dessin doublement révisionniste.

D'abord parce que les camps où ont été exterminés les juifs d'Europe n'étaient pas l'oeuvre du Hamas mais bien de l'extrême droite européenne antisémite, et que cette confusion fait l'amalgame entre des situations très différentes : le fascisme génocidaire des années 1940 et la lutte contre la colonisation en Palestine.

Ensuite parce que les barbelés et les enfants affamés ne se trouvent pas aujourd'hui en Israël, mais chez les

palestiniens qui sont assiégés, enfermés derrière des murs et assassinés en masse à Gaza et en Cisjordanie.

Plantu avait une approche diamétralement différente il y a seulement quelques années. En 2015, il publie un dessin montrant un colon sioniste dire à un soldat israélien qui tire sur des civils : « Vous ne pourriez pas tirer un peu plus vite, je suis pressé d'emménager ». Une dénonciation claire du nettoyage ethnique et du vol de terre par l'armée israélienne et les colons.

À l'époque, en-dehors de quelques pro-israéliens qui avaient essayé de le traiter d'antisémite, personne n'avait critiqué Plantu. Le dessinateur dénonçait des colonies qui violent le droit international : une opinion banale à l'époque, largement partagée. Trois ans plus tard, Plantu dessinait une femme palestinienne et son enfant dans les bras visés par des soldats israéliens en train de montrer « la maison de grand père » volée par les colons. Dans sa carrière, Plantu a beaucoup dessiné sur le Proche-Orient, et avait même rencontré Yasser Arafat.

Tout cela était il y a quelques années seulement, et cela paraît dater d'il y a un siècle. Aujourd'hui, de tels dessins ou propos provoquent un torrent de haine et une féroce répression contre ceux qui les expriment. D'ailleurs, Plantu lui-même a complètement vrillé. Depuis le 7 octobre, il caricature systématiquement les élus de la France Insoumise avec des bandeaux verts du Hamas sur le front. Ces élus adoptent pourtant la ligne que Plantu défendait quelques années plus tôt !

Pour un dessinateur de cette envergure, assimiler régulièrement le premier mouvement politique de gauche en France à une organisation armée islamiste, sous prétexte que ce mouvement appelle au cessez-le-feu et au respect du droit international, est gravissime. Puisque le Hamas est considéré comme terroriste par les autorités, cela insinue que la France Insoumise l'est aussi, et installe l'idée qu'il faudrait interdire la France Insoumise.

Plantu assimile désormais toute dénonciation du colonialisme et du génocide en cours à l'islamisme, comme s'il était suspect de s'indigner du sort infligé aux palestiniens. Le dessinateur reprend exactement la rhétorique des colons sionistes qu'il dénonçait féroceMENT jadis. Comme tout le reste du microcosme médiatique, Plantu s'est droitisé, peut-être sans même s'en rendre compte, porté par l'esprit du temps, en toute bonne conscience.

Cette dérive est celle de toute une génération : le Canard Enchaîné, qui était autrefois un hebdomadaire réellement satirique et dérangeant, n'est plus qu'une feuille conformiste et de plus en plus réactionnaire, dont les articles cognent essentiellement sur la gauche. Charlie Hebdo a basculé dans le néoconservatisme depuis la prise de pouvoir de Philippe Val, rédacteur en chef très à droite. Quant aux petits journaux satiriques indépendants, ils galèrent pour survivre et sont de moins en moins lus.

Pour la première fois depuis des siècles, n'y a plus de caricaturistes contre le pouvoir ni de presse satirique de masse en France. Au delà de la question palestinienne, c'est un signe très inquiétant d'assèchement des esprits et d'extinction de la pluralité.

(source : <https://contre-attaque.net/2024/10/11/le-dessinateur-plantu-barometre-de-la-droitisation-des-medias/>)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

POLÉMIQUE : NE DITES SURTOUT PAS QUE BFM EST LE PORTE-VOIX DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Surtout, n'importez pas le conflit du proche Orient en France ! C'est l'ordre donné par le gouvernement depuis des années. Interdiction de parler de Palestine et d'Israël, il paraît que ça risquerait d'alimenter le « communautarisme », « l'antisémitisme », et que cela pourrait « fracturer la société » française.

Le premier importateur du conflit, c'est la première chaîne d'information française : BFM

Pourtant, le premier importateur du conflit, c'est la première chaîne d'information française : BFM. En terme d'importation, il est difficile d'aller plus loin et plus franchement : un militaire de l'armée israélienne est littéralement invité TOUS LES JOURS depuis plus d'un an à l'antenne, à toute heure du jour et de la nuit, pour inonder le public français de mensonges éhontés et d'éléments de langage qui servent à justifier l'anéantissement de Gaza et l'attaque du Liban. Il s'agit du colonel israélien Olivier Rafowicz, que toute la population française connaît désormais, puisque son visage est dans tous les salons depuis des mois. Le 7 octobre, Olivier Rafowicz a même déclaré sur BFM : « Votre chaîne fait du travail excellent par rapport à la présentation du conflit ». Venant d'un mythomane professionnel, le compliment a mauvaise odeur.

Il fut un temps où il y avait des journalistes, des historiens et des experts de la géopolitique dans les médias. Mais cela risquait d'éclairer le public sur des enjeux complexes, d'enseigner des faits importants, de comprendre la situation : dans le cas palestinien, le public aurait pu se rendre compte qu'il s'agit d'une guerre coloniale qui dure depuis des décennies et que les palestiniens ne faisaient que se défendre. Mais ce temps est révolu depuis longtemps. **Maintenant c'est carrément l'armée d'un pays étranger, en train de commettre un génocide, qui est invitée en permanence et en direct.**

Rendez-vous compte : même pendant la guerre en Irak, il n'y avait pas un militaire des USA en uniforme tous les jours à la télé pour commenter les opérations. Inviter Olivier Rafowicz, c'est comme si les médias recevaient

quotidiennement un gradé de l'armée russe en tenue pour expliquer les frappes en Ukraine, ou un dirigeant du Hamas pour détailler ses actions contre Israël. Un tel parti pris est tout simplement inédit dans l'histoire des médias français, et cela devrait inquiéter tout le monde.

Pourtant, la dernière polémique en date vise l'élue Insoumise franco-palestinienne Rima Hassan. Quasiment jamais invitée dans les médias, sauf quand il s'agit de la diffamer, l'eurodéputée n'a même pas pu finir son intervention sur BFM le 8 octobre. Elle a été coupée pour avoir critiqué la couverture du conflit à Gaza par la chaîne. Elle a déclaré : « Je veux simplement dénoncer le fait que vous avez été félicité par Olivier Rafowicz. C'est un porte-parole de l'armée israélienne, une armée génocidaire, ça dit beaucoup de la ligne éditoriale qui est la vôtre. Vous aurez tôt ou tard des comptes à rendre. Je vais maintenant répondre à votre question... » Les deux présentateurs se sont mis à aboyer et ont coupé l'interview : « On ne vous a pas invitée pour que vous attaquiez BFMTV. »

Cette censure aurait dû être dénoncée bien au delà de la France Insoumise. C'est l'inverse qui s'est produit. L'élue a été dénoncée par la caste médiatique pour avoir osé critiquer un média, le syndicat des journalistes de BFM a publié un communiqué lunaire déplorant la « mise en cause » de la chaîne et assurant donner la parole à « toutes les voix ». Ne pas rire. L'extrême droite, qui est quant à elle toujours bien traitée dans les médias, a volé au secours de BFM. Jordan Bardella s'est exclamé : « Dans le pays qui a connu la tuerie de Charlie Hebdo, Rima Hassan menace clairement les journalistes. L'extrême gauche ait fait élire une véritable porte-parole du Hamas ». Bref, une fois de plus, l'inversion accusatoire a fonctionné à plein régime.

Alors si vous aussi vous en avez marre de voir le visage d'un colonel israélien en direct tous les jours sur toutes les chaînes, pour légitimer des crimes de guerres, ne partagez surtout pas cette image. Car il est vraiment scandaleux et injuste d'accuser BFM de complaisance avec Olivier Rafowicz.

(source :

<https://contre-attaque.net/2024/10/11/polemique-ne-dites-surtout-pas-que-bfm-est-le-porte-voix-de-larmee-israelienne/>)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

La bourse de New York bloquée par des activistes

juifs contre le génocide

Ce lundi 14 octobre, un groupe de militant.e.s du collectif « Voix juives pour la paix » a pris d'assaut la bourse de New-York pour exiger la fin des crimes commis par Israël et à l'arrêt des fournitures d'armes à l'État colonial.

La bourse de Wall Street a été visée pour dénoncer les profits de guerre réalisés par les firmes étasuniennes de ventes d'armes, comme Raytheon et Lockheed Martin.

« Gaza brûle, Wall Street explose ! Embargo sur les armes tout de suite ! », « Plus jamais ça, ça vaut pour tout le monde », « De la mer au Jourdain, la Palestine sera libre » et autres slogans pro-palestiniens ont été scandés.

Les manifestant.e.s se sont enchainé.e.s à l'entrée de la bourse et à une clôture pour rendre plus difficile leur évacuation.

La police new-yorkaise a arrêté plusieurs juifs et juives antisionistes, mais l'accès à la bourse a été entravé pendant plus de deux heures.

Les médias français ont dévasté le débat public en accusant toute critique d'Israël d'être antisémite et en assimilant de façon dangereuse la diaspora juive à la violence du gouvernement fasciste israélien, ce qui empêche toute réflexion et empoisonne le climat politique depuis un an.

Pourtant, aux USA, en France et même en Israël, de nombreuses personnes de confession juive dénoncent avec courage la violence coloniale et le génocide commis par l'État israélien et portent un message internationaliste. Entendons leurs voix.

► Source et vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/10/15/la-bourse-de-new-york-bloquee-par-des-activistes-juifs-contre-le-genocide/>

á4 Paris mardi 15 octobre 2024

I Des milliers de personnes sont rassemblés sur la place de la République, à Paris, en soutien aux palestiniens brûlés par Israël, dans un camp de réfugiés Gaza et aux libanais victimes des bombardements israéliens

Après le bombardement d'un camp de réfugiés à Gaza, des milliers de personnes sont rassemblées Place de la République à Paris, pour dénoncer le génocide en Palestine et l'invasion brutale du Liban.

Via

<https://x.com/LucAuffret/status/1846238090546876713...>

<https://t.me/LaVeriteCensureeoff>



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Liban ; Israël exécute le maire de Nabatieh en plein conseil municipal

Terrorisme d'État, assassinats politiques, pulsions génocidaires. Il n'y a pas assez de mots pour décrire l'attaque insupportable du Liban par Israël. L'État colonial a pris le prétexte de l'attaque du 7 octobre et d'otages israéliens pour anéantir Gaza. Quel est son prétexte pour le Liban ? Le pays n'a pas d'otages, il n'a pas d'armée en état de fonctionner et n'a pas participé au 7 octobre. C'est une agression caractérisée.

Un cap, un de plus, semble avoir été franchi ce mercredi 16 octobre. La ville de Nabatieh, au Liban, compte autour de 100.000 habitant-es et existe depuis l'antiquité. Elle a été bombardée massivement par l'aviation israélienne.

Les bombes ont ciblé volontairement la mairie en plein conseil municipal.

L'explosion a tué « plusieurs personnes », dont le maire, selon la gouverneure régionale qui a évoqué « un massacre ». Le Premier Ministre libanais a condamné « la nouvelle agression israélienne contre des civils à Nabatieh qui a délibérément visé une réunion du Conseil municipal qui étudiait la situation humanitaire et des services dans la ville ».

Après les attentats aux bipeurs piégés qui ont provoqué des milliers d'explosions dans la population libanaise pour la terrifier, les bombardements massifs, l'invasion, l'attaque de l'ONU, c'est un élu qui est visé. **Puisque les français ont encore beaucoup de mal à se représenter la chose : c'est comme si des avions de guerre étrangers bombardaient la mairie d'une ville de la taille d'Angers ou de Caen, et tuaient le maire et ses conseillers. Symboliquement, c'est gravissime.**

Il y a trois jours, les souks de Nabatieh, vestiges d'une architecture vieille de centaines d'années, avaient été détruits par des bombardements.

Si l'assassinat d'un maire reste impuni, c'est un feu vert pour Israël pour exécuter des députés ou ministres libanais. Le Liban a déposé une nouvelle plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU ce jour, pour stopper l'offensive israélienne. Mais sera-t-elle entendue ?

(source : <https://contre-attaque.net/2024/10/16/liban-israel-execute-le-maire-de-nabatieh-en-plein-conseil-municipal/>)



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Laïcité en PLS : les défenseurs d'Israël se basent sur la bible

Au grand Pays des Lumières, de la Raison et de la sacro-sainte Laïcité, une partie de la classe politique se réfère désormais aux textes bibliques pour justifier les guerres au Proche-Orient.

Mélanger la géopolitique et des textes religieux datant de plusieurs siècles est un jeu extrêmement dangereux, que l'on croyait réservé aux fondamentalistes islamistes ou à quelques sectes chrétiennes évangélistes. Mais non, on trouve ces idées jusque sur les bancs de l'Assemblée, sur les plateaux télé et au sein du parti au pouvoir. Et si la vraie menace à l'égard de la laïcité était ici, bien plus que derrière des voiles ou des abayas ?

Tout a commencé il y a deux jours, quand Emmanuel Macron affirmait que c'est une « décision de l'ONU » qui a « créé » l'État d'Israël. Il faisait référence à la résolution 181 adoptée le 29 novembre 1947 pour la création en Palestine d'un État arabe et d'un État juif. C'était six mois avant la proclamation de l'État d'Israël et le début du nettoyage ethnique du peuple palestinien par des milices sionistes.

Macron est inexact : Israël n'est pas une création de l'ONU mais une création coloniale d'inspiration européenne - les sionistes voulaient imiter les empires coloniaux occidentaux - et l'ONU n'a pas le pouvoir de "créer" de nouveaux États. La vraie création d'Israël a lieu dans le sang, les flammes et la violence, avec des massacres et une annexion lors de la Nakba de 1948. Depuis, l'ONU a régulièrement condamné les crimes commis par Israël.

Mais Macron a le mérite, pour une fois, de remettre les choses en perspective, d'aller à contre-courant du discours dominant sur Israël. Ce que dit Macron, c'est qu'Israël est bien une création récente et relève d'une décision politique internationale.

Ses mots ont provoqué une polémique incroyable, jusque dans ses propres rangs. Julien Bahloul, médiatique soutien d'Israël, s'est exclamé : « L'ONU date de 1945. Le sionisme est plusieurs fois millénaire. Nous sommes chez nous ». Le président du CRIF Yonathan Arfi a écrit : « Laisser penser que la création de l'État d'Israël est le fruit d'une décision politique de l'ONU, c'est méconnaître à la fois l'histoire centenaire du sionisme, l'aspiration millénaire des Juifs au retour à Sion ».

La macroniste Aurore Bergé à la télévision : « J'espère que ce ne sont pas les propos qu'il a prononcés, qu'il ne les a pas prononcés de cette manière-là, sinon je comprends le trouble que cela a généré ». Un autre proche de Macron, le président du Sénat Gérard Larcher s'est dit « stupéfait » des propos d'Emmanuel Macron, dénonçant selon lui une « méconnaissance de l'Histoire ».

Une autre députée macroniste, Caroline Yadan, a déclaré : « Le lien du Peuple Juif à la terre d'Israël n'a pas eu besoin de l'ONU pour exister, le sionisme est un rêve plusieurs fois millénaire et réduire Israël à une seule décision de l'ONU c'est nier l'histoire du Peuple Juif ».

Macron n'a jamais été aussi contesté par son propre camp qu'avec cette déclaration !

Julien Odoul du Rassemblement National, a même osé : « Il y a 3000 ans, les rois David et Salomon n'ont jamais reçu de mandat de l'ONU pour régner sur Israël ». Et les plateaux télé d'extrême droite ont repris une rhétorique similaire. Julien Odoul est épatant, quand on lui rappelle les origines nazies du parti, il y a seulement 50 ans, il affirme que c'est de l'histoire ancienne et qu'il ne faut pas en parler. Mais le Proche-Orient il y a trois millénaire, ça c'est du sérieux.

Mais revenons à cette salve de réactions extrêmement inquiétantes, qui en dit long sur l'état de putréfaction politique de la France. Quelques remarques :

Si c'est l'Ancien et le Nouveau Testament qui comptent pour penser le monde, et non pas les faits et le droit international, alors allons jusqu'au bout de la démarche : on peut déclarer que la terre est plate, qu'elle a été créée il y a seulement 4000 ans, on peut rétablir l'inquisition, lancer de nouvelles croisades...

Si l'on réfléchit, comme le fait le CRIF, en terme « d'aspiration millénaire » sur un territoire, alors c'est la même logique que les croisades, et on peut autoriser les habitants de Mongolie à reprendre l'empire de Gengis Khan qui allait de la Chine à la Turquie. Et l'Espagne ? Pour les celtes, les arabes ou les wisigoths ? On ne partage pas le monde en fonction « d'aspirations » basées sur des conquêtes passées ou des textes religieux vieux de nombreux siècles.

Julien Odoul parle comme un illuminé évangéliste. Les rois David et Salomon sont des personnages mythiques, et leur territoire tel que décrit dans les textes anciens n'a rien à voir avec celui d'Israël actuellement. Odoul ne se base que sur une interprétation radicale de la Bible.

Même selon la Bible, il y avait des habitants en Palestine avant les hébreux : il s'agissait des Cananéens. Dans l'Ancien Testament, il est dit que Dieu aurait ordonné aux juifs la destruction de la population vivant en terre de Canaan. Ils auraient ainsi massacré tous les habitants de la ville de Jericho, aujourd'hui en Palestine occupée. Ces récits religieux sont des inventions, des textes violents, écrits dans un contexte remontant à des milliers d'années. Ils

ne donnent aucun droit.

Tous les régimes ont cherché des justifications religieuses ou mythiques pour asseoir leur légitimité. Par exemple, les premiers rois Francs bien de chez nous prétendaient qu'ils étaient les descendants des Troyens, donc héritiers de la cité grecque antique légendaire de Troie, située en Asie Mineure. Faut-il en déduire que ce territoire reviendrait de droit à la France en 2024 ?

Même en sortant de la logique religieuse. Jusqu'à quelle date faut-il remonter pour avoir une légitimité sur un territoire ? S'il faut redistribuer le monde en fonction de ce qu'il était il y a plusieurs siècles, rendons la France aux Gaulois et expulsons les descendants des latins et des francs, donnons tout le bassin méditerranéen à l'Italie, rendons le continent américain aux peuples autochtones - il faut donc supprimer les USA, le Canada, le Brésil... Cette logique n'a aucun sens.

Dans ce grand n'importe quoi, il faut souligner que ce sont des responsables politiques, des gens sérieux, bien habillés, ayant un grand pouvoir et qui reprochent par ailleurs au Hamas ou au Hezbollah d'être des islamistes, qui utilisent la bible pour une croisade messianique. Qui sont les obscurantistes ?

(source, avec liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/10/18/laicite-en-pls-les-defenseurs-disrael-se-basent-sur-la-bible/>)

Athènes : les dockers bloquent une cargaison de balles pour Israël

Le 17 octobre, un container transportant des munitions pour l'armée israélienne a été bloqué par les dockers dans le port du Pirée, en Grèce.

« Dans le port où nous luttons chaque jour pour de meilleures conditions de vie et de travail pour nous et nos enfants, il n'y a pas de place pour les assassins du peuple » a expliqué le syndicat de dockers. Le navire devait être chargé pour le port de Haïfa en Israël. Des slogans ont été scandés et tagués sur le container, notamment : « Le sang du peuple ne tachera pas nos mains ».

Ces syndicalistes montrent concrètement leur solidarité internationale, et qu'ils ne permettront pas que le matériel destiné à tuer en Palestine, au Liban et partout où Israël mène ses raids meurtriers soit chargé de leurs propres mains.

Dans le grand port italien de Gênes l'automne dernier, les dockers avaient bloqué le chargement des navires pour stopper la guerre. À Oakland en Californie, le port avait été bloqué pendant plusieurs jours pour empêcher un navire chargé d'armes destinées à Israël d'appareiller. Des centaines de personnes s'étaient relayées pour perturber l'activité portuaire et d'autres se sont enchaînées à l'entrée du bateau.

En juillet, un pétrolier militaire battant pavillon des États-Unis, et sous contrat avec le Département de la Défense US, transportant 300.000 barils de carburant pour l'aviation israélienne avait été empêché d'accoster à Gibraltar suite à la mobilisation de collectifs pour la Palestine.

Les dirigeants ne feront rien contre le génocide commis par Israël, seuls les blocages et la mobilisation populaire

pourront y mettre un frein. Et dans ce combat, la logistique est décisive. Les syndicats français marcheront-ils dans les pas des dockers italiens, grecs et espagnols ?

► Source, avec vidéo :

<https://contre-attaque.net/2024/10/18/athenes-les-dockers-bloquent-une-cargaison-de-balles-pour-israel/>



Gaza & Liban : nouveau génocide au nord de Gaza, casques bleus et enfants ciblés, exécutions, carnages, rappels historiques...

Belgique : la justice ouvre une enquête pour "crime de guerre" contre un belgo-israélien

En France, toujours aucune poursuite contre les milliers de franco-israéliens engagés à Gaza

Tout est parti du travail minutieux d'un journaliste palestinien, Younis Tirawi, qui a identifié les membres d'un escadron de la mort israélien responsable de nombreuses exécutions sommaires à Gaza. Dans cette unité figure un homme de nationalité belge, Alon Ben Sira.

Le 17 octobre, l'Association belgo-palestinienne déposait plainte en justice contre cet individu. Quelques heures plus tard, le parquet fédéral belge annonçait l'ouverture d'une enquête concernant des « crimes de guerre » à propos des « agissements d'un ressortissant belge à Gaza et de potentiels « crimes de guerre ». La justice française, quant à elle, semble aveugle et sourde concernant les actes commis par des franco-israéliens à Gaza.

Revenons à l'enquête de Younis Tirawi. Elle révèle l'existence d'un véritable « escadron de la mort », qui assassine des civils à Gaza, et qui opère sous le nom de Ghost Unit - Refaim (fantôme en hébreu). Cette équipe composée de tireurs d'élite opère au sein du 202e bataillon de parachutistes. Le journaliste a retrouvé des photos postées par des membres de cette unité, notamment l'une d'elle avec un commentaire se vantant de la mort de "100 terroristes". « L'image indique une équipe de 18 membres, ce qui signifie environ 5 tués par membre » explique le journaliste dans son enquête.

En recoupant des vidéos et des profils sur les réseaux sociaux, le journaliste démontre les crimes de guerre commis par ces hommes et identifie des soldats de plusieurs pays : trois des États-Unis, deux français, un belge, un allemand, un sud-africain, un italien... Ces informations ne sont pas confidentielles : comme le montre Younis Tirawi, ces soldats sont fiers de ce qu'ils font et s'en félicitent sur les réseaux.

Suite à ces révélations, un gradé de l'équipe de snipers, de nationalité US, a donné une interview dans laquelle il compare Gaza à Sodome, la ville détruite par Dieu dans l'Ancien Testament au nom du vice de ses habitants. Il évoque aussi les gazaouis comme le peuple d'Amalek, l'ennemi éternel des Juifs dans l'Ancien testament, que les hébreux auraient exterminé. Cette rhétorique religieuse est devenue courante dans la société israélienne. Une chanson de rap très populaire diffusait par exemple des appels à tuer les « fils d'Amalek », et Netanyahu lui-même a parlé de « peuple des ténèbres » concernant les palestiniens, et de prophéties religieuses à propos de l'opération à Gaza.

Ce gradé a également reconnu que les snipers peuvent tirer sur les civils, même s'ils ne sont pas armés et ne constituent pas une menace. Cet escadron et ses agissements sont punissables tant par le droit international que par le Code pénal belge.

La justice belge ouvre donc une enquête. Tant mieux. Mais qu'en est-il des deux français identifiées, Sasha Aknin et Gabriel Ben Haim, originaires de Paris et de Lyon ? À quand une enquête sur leurs exactions par la justice française ?

De même, en mars dernier, un soldat franco-israélien diffusait la vidéo de scènes de torture contre des palestiniens ligotés, et on l'entendait dire en français : « Il s'est pissé dessus. Je vais te montrer son dos, tu vas rigoler. Ils l'ont torturé pour le faire parler ». Une autre vidéo montrait un soldat hurlant en français dans un tank israélien : « On va les massacrer », avec en fond sonore la chanson de Stromae « Formidable » revisitée en « plus d'arabes ». Pourquoi la justice ne s'est-elle pas saisie de ces vidéos ?

Dans l'armée israélienne, il y a 4185 soldats de nationalité française sur le front. La France est la deuxième nationalité étrangère représentée dans l'armée israélienne, derrière les États-Unis.

Ces milliers d'individus lourdement armés, dangereux, ayant commis des crimes contre l'humanité, reviendront-ils en France en toute impunité ? Que feront-ils après avoir commis l'horreur ? Parlera-t-on de « radicalisés » ? Seront-ils poursuivis pour les crimes de guerre avérés qui sont commis ? Ces questions méritent des réponses.

► Source, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/10/19/belgique-la-justice-ouvre-une-enquete-pour-crime-de-guerre-contre-un-belgo-israelien/>

Paris : un cortège pour la Palestine marche vers l'ambassade des USA

Coup d'éclat du mouvement pro-palestinien dimanche soir à Paris.

► Vidéo sur

<https://contre-attaque.net/2024/10/21/paris-un-cortege-pour-la-palestine-marche-vers-lambassade-des-usa/>

Un rendez-vous était lancé sur les réseaux sociaux, pour un rassemblement Place de la Concorde, afin de dénoncer l'État israélien et ses complices. **Finalement, la foule est partie en manifestation sauvage, pour rejoindre l'ambassade des USA, située à proximité de la place du 8e arrondissement, aux cris de « Israël assassin, Biden complice ».**

Les États-Unis sont en effet le premier pays à fournir des armes à Israël, et surtout à soutenir diplomatiquement le génocide en bloquant tout cessez-le-feu et toute sanction internationale envers l'État colonial, en plus d'être la première menace pour la paix mondiale.

La police est intervenue en nombre pour empêcher la manifestation d'atteindre le bâtiment, avant de la repousser. Mais cette initiative montre que, surtout à Paris où les lieux de pouvoir et ambassades sont nombreuses, il est possible d'agir pour la Palestine autrement que par des défilés à l'écart des lieux stratégiques.

Il fut un temps où le mouvement anti-impérialiste ciblait systématiquement les intérêts des USA, y compris en manifestant, parfois durement, contre la venue de ses représentants. Le siège du PCF avait même été perquisitionné en 1952 suite à une émeute contre la visite d'un général US en France. L'action de dimanche à Paris fait écho à cette histoire.